

MÉMORIAL  **Memorial**
DU des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 27 avril 1912.

N. 32.

Samstag, 27. April 1912.

Arrêté grand-ducal du 23 avril 1912, concernant la construction et l'exploitation d'une distribution d'eau intercommunale dans les cantons de Capellen et d'Esch-sur-Alzette.

Au Nom de Son Altesse Royale MARIE-ADELAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg;

Nous MARIE-ANNE, Grande-Duchesse Régente du Grand-Duché de Luxembourg, etc.;

Vu la délibération du conseil communal de Garnich, en date du 13 février 1909, tendant à ce que les sections de Garnich, Hivange et Kahler soient admises à faire partie du syndicat formé par les communes de Bettembourg, Differdange, Dudelange, Esch-sur-Alzette, Pétange, Rumelange, Bascharage, Dippach, Mondrange, Reckange, Sanem, Schifflange, Kœrich, Mamer, Frisange, Lœudolange et Rœsor, sous le nom « Kommunal-Verband für Wasserversorgung der Ortschaften der Kantone Capellen und Esch a. d. Alzette », dont la création a été autorisée par arrêté grand-ducal du 8 juin 1908;

Attendu que par leurs délibérations afférentes les communes visées dans l'arrêté grand-ducal du 8 juin 1908, prémentionné, ont donné par avance leur consentement à ce que la commune de Garnich soit reçue dans le syndicat dont s'agit, aux conditions qu'elles se sont imposées elles-mêmes dans les dites dé-

Großh. Beschluß vom 23. April 1912, betreffend den Bau und Betrieb einer interkommunalen Wasserleitung in den Kantonen Capellen und Esch a. d. Alzette.

Im Namen S. K. H. Maria-Abelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg; Wir Maria-Anna, Großherzogin Regentin des Großherzogtums Luxemburg, etc.;

Nach Einsicht der Beratung des Gemeinderates von Garnich vom 13. Februar 1909, wodurch die Aufnahme der Sektionen Garnich, Hivangen und Kahler in das durch die Gemeinden Bettembourg, Differdangen, Düdelingen, Esch a. d. Alz., Pétangen, Mîmelingen, Niederferschen, Dippach, Monnerich, Reckingen, Sassenheim, Schifflingen, Kœrich, Mamer, Frisingen, Leudelingen und Roeser unter den Namen „Kommunal-Verband für Wasserversorgung der Ortschaften der Kantone Capellen und Esch a. d. Alz.“, gebildete Syndikat, dessen Gründung durch Großh. Beschluß vom 8. Juni 1908 ermächtigt worden ist, beantragt wird;

In Anbetracht, daß gemäß ihren diesbezüglichen Beratungen die im Großh. Beschluß vom 8. Juni 1908 erwähnten Gemeinden zum Voraus ihre Zustimmung zur Aufnahme der Gemeinde Garnich in das in Frage stehende Syndikat gegeben haben, und zwar unter den in diesen Beratungen enthaltenen Bedingungen, welche

libérations, conditions figurant dans la délibération prévue du conseil communal de Garnich;

Vu l'art. 1^{er}, al. 2 de la loi du 14 février 1900, concernant les syndicats de communes;

Sur le rapport de Notre Directeur général de l'intérieur et après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. Est approuvée la délibération du conseil communal de Garnich, portant adhésion des sections de Garnich, Hivange et Kahler à l'association syndicale dénommée «Kommunal-Verband für Wasserversorgung der Ortschaften der Kantone Capellen und Esch a. d. Alzette».

Art. 2. Notre Directeur général de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Château de Berg, le 23 avril 1912.

MARIE-ANNE.

*Le Directeur général
de l'intérieur,
BRAUN.*

Arrêté du 24 avril 1912, relatif à la vérification des poids, mesures et balances pendant l'année 1912.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES;

Vu les art. 10 et suivants de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882, pour l'exécution de la loi sur les poids et mesures;

Arrête:

Art. 1^{er}. La vérification ordinaire des poids, mesures et balances, aura lieu, pendant l'année 1912, aux jours, dans les localités et pour les communes indiquées ci-après:

letztere laut seiner diesbezüglichen Beratung vom Gemeinderat von Garnich angenommen wurden.

Nach Einsicht des Art. 1, Absatz 2 des Gesetzes vom 14. Februar 1900, über die Gemeinde-syndikate,

Auf den Bericht Unseres General-Direktors des Innern und nach Beratung der Regierung im Conseil;

Saben beschlossen und beschließen.

Art. 1. Die Beratung des Gemeinderates von Garnich, gemäß welcher der Beitritt der Sektionen Garnich, Hivangen und Kahler der Syndikats-Genossenschaft „Kommunal-Verband für Wasserversorgung der Ortschaften der Kantone Capellen und Esch a. d. Alz.“ beschlossen wird, ist genehmigt.

Art. 2. Unser General-Direktor des Innern ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt.

Schloß Berg, den 23. April 1912.

Maria-Anna.

*Der General-Direktor
des Innern,
Braun.*

Beschluß vom 24. April 1912, die Prüfung der Maße, Gewichte und Wagen während 1912 betreffend.

Der General-Direktor der Finanzen;

Nach Einsicht der Art 10 ff. des Stgl.-Großh. Beschlusses vom 30. Mai 1882, die Ausführung des Gesetzes über die Maße, Gewichte und Wagen betreffend;

Beschließt:

Art. 1. Die gewöhnliche Prüfung der Maße, Gewichte und Wagen wird während des Jahres 1912 an den Tagen, in den Ortschaften und für die Gemeinden stattfinden, wie folgt:

(Heures de service ordinaires : de 9 heures du matin à midi et de 2 à 5 heures de l'après-midi.)

Larochette, les 21, 22, 23 et 24 mai, pour les communes de Larochette, Heffingen, Fischbach et Waldbillig.

Medernach, le 29 mai, jusqu'à 4 heures de relevée, pour les communes de Merdernach, Nommern et Ermsdorf, à l'exception de la section d'Éppeldorf.

Sæul, le 31 mai, de 10 heures du matin jusqu'à 4 heures de l'après-midi, pour les communes de Sæul et Tuntange, ainsi que pour la section de Brouch.

Mersch, les 3, 4, 5, 6 et 7 juin, pour les communes de Mersch, Lintgen et Lorentzweiler.

Perlé, le 11 juin, pour les communes de Perlé et Bigonville.

Rambrouch, le 12 juin, pour les communes de Folschette et Arsdorf, ainsi que pour la section de Heispelt.

Useldange, le 17 juin, pour la commune d'Useldange, ainsi que pour les sections de Bœvange-sur-Attert et Buschdorf.

Bettborn, le 18 juin, à partir de 10 heures du matin, pour la commune de Bettborn.

Grosbous, le 20 juin et l'avant-midi du 21 juin, pour les communes de Grosbous, Vichten et Wahl, à l'exception de la section de Heispelt.

Redange-sur-Attert, les 25 et 26 juin, pour les communes de Redange et Ell.

Beckerich, le 8 juillet, à partir de 10 heures du matin, pour la commune de Beckerich.

Bissen, le 10 juillet, pour la commune de Bissen.

Berg, le 12 juillet, pour les communes de Berg et Schieren.

Éttelbruck, les 15, 16, 17, 18, 19 et 20 juillet, pour les communes d'Éttelbruck et Erpeldange, ainsi que pour la section de Welscheid.

Heiderscheid, le 23 juillet, pour la commune de Heiderscheid.

Feulen, le 24 juillet, pour la commune de Feulen.

Mertzig, le 26 juillet, à partir de 10 heures du matin, pour la commune de Mertzig.

Diekirch, les 29, 30 et 31 juillet ainsi que les 1^{er}, 2 et 3 août, pour les communes de Diekirch, Bastendorf et Bettendorf, à l'exception de la section de Mœstroff.

Reisdorf, le 5 août, pour la commune de Reisdorf et les sections d'Éppeldorf et Mœstroff.

Vianden, les 8 et 9 août, pour les communes de Vianden, Fohron et Putscheid.

Hosingen, le 13 août et l'avant-midi du 14 août, pour les communes de Hosingen et Consthum.

Wilwerwiltz, le 16 août, pour les communes de Wilwerwiltz, Alscheid et Eschweiler, à l'exception des sections de Selscheid et Erpeldange.

Gœbelsmühle, le 19 août, pour les communes de Hoescheid et Bourscheid, à l'exception de la section de Welscheid.

Esch-sur-Sûre, les 22 et 23 août, pour les communes d'Esch-s.-Sûre, Gœsdorf, Nounhausen et Mecher, à l'exception des sections de Bavigne et Nothum.

Boulaide, le 27 août, pour la commune de Boulaide et la section de Bavigne.

Harlange, le 28 août, pour la commune de Harlange et les sections de Doncols et Sonlez.

Derenbach, le 5 septembre, pour la commune d'Oberwampach et la section de Selscheid.

Bœvange, le 6 septembre, pour la commune de Bœvange.

Wiltz, les 10, 11, 12, 13 et 14 septembre, pour la commune de Wiltz et celle de Winseler, à l'exception des sections de Doncois et Sonlez, ainsi que pour les sections de Nothum et Erpeldange
Clervaux, les 18 et 19 septembre, pour les communes de Clervaux et Munshausen, ainsi que pour la section de Boxhorn.

Weiswampach, le 24 septembre, pour les communes de Weiswampach et Heinerscheid.

Troisvierges, les 27 et 28 septembre, pour les communes de Troisvierges, Hachiville et Asselborn, à l'exception de la section de Boxhorn.

Art. 2. A cette occasion les administrations communales auront à remplir les devoirs qui leur sont prescrits par les dispositions ci-après transcrites de l'arrêté r. g.-d. du 30 mai 1882:

« *Art. 11.* — Aussitôt que les bourgmestres ont reçu l'arrêté (qui ordonne la vérification des poids et mesures), ils en donnent connaissance aux assujettis par voie d'affiche; ils les font en outre prévenir à domicile deux jours d'avance de l'arrivée du vérificateur, afin qu'aucun des intéressés ne puisse prétexter d'ignorance.

» *Art. 12.* — . . Au plus tard dans la huitaine de l'arrêté, ils adresseront au directeur des contributions une liste alphabétique en double indiquant exactement avec leurs professions les marchands, industriels et autres personnes qui sont dans le cas de faire vérifier leurs poids et mesures. Si le bourgmestre néglige de dresser la liste, elle est établie à ses frais par un commissaire spécial, conformément à l'art. 46 de la loi du 24 février 1843.

» *Art. 13.* — L'administration communale du lieu où doivent se tenir les séances de la vérification périodique, fournira à cet effet un local convenable et bien approprié avec les meubles indispensables. Si elle n'y satisfait pas ou si elle refuse le concours de ses agents, le siège des opérations pourra, par la suite, être transféré dans une autre commune. Le vérificateur pourra, le cas échéant, et pour

Art 2. Bei dieser Gelegenheit haben die Gemeindeverwaltungen die ihnen durch nachstehende Bestimmungen des Kgl.-Großh. Beschlusses vom 30. Mai 1882 auferlegten Pflichten zu erfüllen:

„*Art. 11.* — Bei Empfang des Beschlusses, welcher die Prüfung der Maße und Gewichte anordnet, haben die Bürgermeister die Beteiligten durch Anschlag davon in Kenntnis zu setzen; außerdem lassen sie denselben zwei Tage vor Ankunft des Eichmeisters persönlich Mitteilung davon machen, damit keiner der Beteiligten Unwissenheit vorschützen kann.

„*Art. 12.* — Spätestens innerhalb acht Tagen nach dem Datum des Beschlusses stellen sie dem Steuerdirektor ein doppeltes alphabetisches Verzeichnis zu, welches genau mit Namen und Stand die Kaufleute, Gewerbetreibenden und anderen Personen angibt, die ihre Maße und Gewichte prüfen zu lassen haben. Unterläßt der Bürgermeister die Aufstellung dieses Verzeichnisses, so wird dasselbe auf seine Kosten durch einen Spezial-Kommissar, gemäß Art 46 des Gesetzes vom 24. Februar 1843, aufgestellt.

„*Art. 13.* — Die Gemeindeverwaltung des Ortes, in welchem die periodischen Eichungs-sitzungen stattfinden sollen, hat zu diesem Zwecke ein passendes, mit den nötigen Möbeln ausgestattetes Lokal zu stellen. Wenn sie dieser Verpflichtung nicht nachkommt, oder die Mitwirkung ihrer Agenten verweigert, so kann der Sitz der Operationen fernerhin in eine andere Gemeinde verlegt werden. Eintretenden Falls ist

satisfaire les intéressés convoqués, louer d'urgence, aux frais de la commune, un local et l'assistance nécessaires, après avoir fait, sans effet immédiat, sa réclamation verbale à un membre ou à un agent de l'administration communale.

» Art. 14. — Deux personnes dont au moins un agent de police, appariteur ou garde-chambré, assistent aux séances, maintenant l'ordre et prêtent leur concours aux opérations. — Un membre de l'administration communale peut également y être délégué. »

Art. 3. Le vérificateur sera autant que possible accompagné d'un ajusteur agréé par l'administration, qui se chargera, moyennant une rétribution fixée par un tarif officiel, de faire es menues réparations, si les assujettis ne préfèrent les faire eux-mêmes ou en charger d'autres personnes. L'ajusteur leur délivrera, sur demande, quittance des sommes perçues.

Art. 4. Il est recommandé aux assujettis de présenter leurs poids, mesures et balances, dans un état convenable de propreté. Les mesures à l'huile devront, au préalable, être convenablement légraissées.

Lorsque par suite de la difficulté du transport, ou pour d'autres motifs, une vérification devra être opérée à domicile, les frais de déplacement en seront payés par l'assujetti, conformément au tarif.

Art. 5. La lettre C sera employée pour le poinçonnage des poids, mesures et balances vérifiés.

Art. 6. Pendant toute la durée de la tournée, le bureau de vérification à Luxembourg ne sera ouvert au public que les mercredi et samedi de chaque semaine.

der Eichmeister zur Aufertigung der einberufenen Beteiligten befugt, auf Kosten der Gemeinde ein Lokal mit dem benötigten Hilfspersonal dringlichkeithalber anzumieten, nachdem eine mündliche Rücksprache mit einem Mitgliede oder Agenten der Gemeinde-Verwaltung erfolglos geblieben.

» Art. 14. — Zwei Personen, von welchen ein Polizeiagent, Gemeindebote oder Feldhüter, wohnen den Sitzungen bei, um bei der Aufrechthaltung der Ordnung und bei den Operationen Mithilfe zu leisten. — Auch kann ein Mitglied der Gemeindeverwaltung dazu delegiert werden.

Art. 3. Der Eichmeister wird, wo möglich, von einem von der Verwaltung bestätigten Justierer begleitet sein, welcher gegen eine tarifmäßige Vergütung die kleinen Reparaturen besorgt, es sei denn, daß die Beteiligten vorziehen, diese selbst vorzunehmen oder durch Andere vornehmen zu lassen. Der Justierer stellt auf Verlangen Quittung über die empfangenen Summen aus.

Art. 4. Den Beteiligten wird empfohlen, ihre Maße, Gewichte und Wagen in reinlichen Zustande vorzubringen. Die Maße für Öl sind vorher gehörig zu entfetten.

Wenn wegen Transport-Schwierigkeiten oder aus anderen Gründen, die Prüfung in der Wohnung des Beteiligten vorgenommen werden muß, so fallen diesem die tarifmäßigen Reisekosten zur Last.

Art. 5 Als Zeichen der Eichung der geprüften Maße, Gewichte und Wagen wird der Buchstabe C aufgedrückt.

Art. 6. Während der Dauer der Rundreise ist das Eichamt zu Luxemburg dem Publikum nur an den Mittwochen und Samstagen geöffnet.

Art. 7. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et affiché dans les communes intéressées.

Le Directeur général des finances,
Luxembourg, le 24 avril 1912.
M. MONGENAST.

Circulaire. — Heure de fermeture légale des débits de boissons. — Dispense à accorder par le collège des bourgmestre et échevins.

Dans les derniers temps l'autorité supérieure a eu connaissance de quelques cas d'application irrégulière de l'art. 7 de la loi du 2 mars 1885 sur la police des cabarets.

Cette disposition est conçue comme suit:

« **Art. 7.** — Le collège des bourgmestre et échevins pourra, pour un motif général, tel que carnaval, fête patronale ou nationale, suspendre l'exécution de l'article précédent, pour trois nuits consécutives au plus, pour le ressort de la commune ou d'une section, à condition que la décision soit publiée la veille du jour où elle devra recevoir son exécution.

» Le collège pourra également accorder des dispenses spéciales pour les réunions des sociétés closes, en les subordonnant, selon les circonstances, à une rétribution de dix francs au moins et de vingt francs au plus au profit du bureau de bienfaisance.

» Toute décision prise en vertu du présent article sera portée à la connaissance de l'officier du ministère public près le tribunal de police.»

Les collèges échevinaux ne peuvent valablement exercer les pouvoirs qui leur sont conférés par le texte transcrit qu'en se conformant strictement aux règles prescrites pour la formation de leurs résolutions. Aux termes de l'art. 47 de la loi communale il faut pour prendre une résolution que deux membres au moins soient présents à l'assemblée.

Art. 7. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „*Mémorial*“ eingerückt und in den beteiligten Gemeinden angeschlagen werden.

Luxemburg, den 24. April 1912.

Der General-Direktor der Finanzen,
M. Mongenast.

Rundschreiben. — Befreiung von der gesetzlichen Schließungsfunde der Schankwirtschaften seitens der Schöffentollegien.

In letzter Zeit sind einige Fälle von unrichtiger Handhabung des Art. 7 des Gesetzes vom 2. März 1885 über die Wirtschaftspolizei zur Kenntnis der Oberbehörde gelangt.

Dieser Artikel lautet wie folgt:

„**Art. 7.** — Das Schöffentollegium kann bei allgemein geltenden Anlässen, wie z. B. zur Fastnachts- oder Kirmeszeit, bei einem Patronats- oder Nationalfeste, die Vollziehung vorstehenden Artikels im Bezirk der Gemeinde oder einer Sektion für höchstens drei aufeinanderfolgende Nächte aufheben, unter der Bedingung, daß diese Verfügung tags vorher, ehe sie in Wirksamkeit treten soll, bekannt gemacht wird.

„Auch kann dieses Kollegium besondere Dispensationen für die Versammlungen geschlossener Gesellschaften erteilen, indem es dieselben, je nach Umständen, von der Zahlung einer Taxe von zehn Franken wenigstens und zwanzig Franken höchstens, zu Gunsten des Armenbureaus, abhängig macht.

„Jede infolge dieses Artikels getroffene Verfügung muß dem Beamten des öffentlichen Ministeriums beim Polizeigericht mitgeteilt werden.“

Die Schöffentollegien können die nach obigen Bestimmungen ihnen zustehenden Befugnisse in gültiger Weise nur dann ausüben, wenn sie die für eine Beschlußfassung vorgeschriebenen Bedingungen genau einhalten. Nach Art. 47 des Gemeindegesetzes müssen bei einer Beschlußfassung wenigstens zwei Mitglieder in der Versammlung zugegen sein.

Il ne suffirait pas que le bourgmestre ou l'un des échevins consentît à une mesure et obtînt l'adhésion ex post de ses collègues. La validité de l'acte est subordonnée à la condition qu'il ait fait l'objet d'une délibération régulière.

Quant aux licences que prévoit l'art. 7 al. 2 de la loi de 1885 sur la police des cabarets, elles ne peuvent être accordées que pour un motif général, c'est-à-dire intéressant collectivement la population de la commune ou de la section, bénéficiaire de la décision. Il ne pourra y avoir lieu à dispense dans des cas où il s'agirait de prolonger dans la liesse publique les fêtes privées sans répercussion générale sur des groupes locaux.

Si les règles tracées pour les délibérations des collèges échevinaux n'ont pas été observées, les cabaretiers qui auraient maintenu ouverts leurs locaux et les personnes qui y auraient séjourné après l'heure de la retraite, risquent d'être traduits en justice pour contravention à la loi.

Nous invitons dès lors les collèges des bourgmestres et échevins à se conformer rigoureusement, dans l'octroi des tolérances envisagées, aux volontés du législateur, qui se résument dans la quadruple obligation imposée à ces organes de l'institution communale:

a) d'en délibérer régulièrement; b) de ne les accorder que pour un motif d'ordre général; c) de publier la décision la veille du jour où elle devra avoir effet, et d) d'en informer l'officier du ministère public près le tribunal de police.

Luxembourg, le 23 avril 1912

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.
Le Directeur général
de l'Intérieur,
BRAUN.*

Es würde nicht genügen, wenn der Bürgermeister oder einer der Schöffen eine Maßregel treffen würde, zu der er nachträglich das Einverständnis seiner Kollegen erhalten würde. Zur Gültigkeit des Beschlusses ist eine vorhergehende regelrechte Beratung unumgänglich notwendig.

Die im Art. 7 Abs. 2 des Gesetzes von 1885 über die Wirtshauspolizei vorgesehenen Befreiungen können nur bei allgemein geltenden Anlässen gewährt werden, d. h. bei Anlässen, welche die Gesamtbevölkerung der Gemeinde oder nur der Sektion, welche die Begünstigung erfährt, angehen. Eine Dispensation kann nicht erteilt werden, wenn es sich darum handeln sollte, in der Öffentlichkeit die Fortsetzung von Festen privaten Charakters, die ohne allgemeines Interesse sind, zu feiern.

Im Falle der Nichtbeobachtung der für die Beratungen der Schöffenkollegien vorgesehenen Vorschriften laufen die Schankwirte, sowie die nach der Polizeistunde in deren Lokalen sich befindlichen Personen, Gefahr, wegen Gesetzesübertretung vor Gericht gezogen zu werden.

Wir ersuchen daher die Schöffenkollegien bei der Erteilung der erwähnten Dispensationen sich streng an die Vorschriften des Gesetzgebers zu halten, welche diesen Gemeindebehörden die vierfache Verpflichtung auferlegen:

a) regelrecht zu beraten; b) die Befreiung nur bei allgemein geltenden Anlässen eintreten zu lassen; c) den Beschluß tags vorher ehe er in Kraft treten soll, zu veröffentlichen und d) den Beamten des öffentlichen Ministeriums beim Polizeigericht davon in Kenntnis zu setzen.

Luxembourg, den 23. April 1912.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.
Der General-Direktor
des Inneren,
Braun.*

Tableau concernant l'emploi du produit de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie pour l'exercice 1911.

A. — Subsidés accordés aux communes ou aux corps de pompiers pour l'achat et l'entretien de matériel à incendie, construction de remises et pour autres dépenses concernant l'organisation d'un service régulier de secours en cas d'incendie.

COMMUNES.	SECTIONS ET CORPS DE POMPIERS INTÉRESSÉS.	SUBSIDÉS.	COMMUNES.	SECTIONS ET CORPS DE POMPIERS INTÉRESSÉS.	SUBSIDÉS.
Luxembourg.	Luxembourg.	130	Bastendoif.	Bastendoif, corps de pompiers	50
	id. (poste de nuit).	900	Diekirch.	Diekirch.	210
Bascharage.	Bascharage.	275	Feulen	Niederfeulen, corps de pomp.	145
Clemency.	Clemency.	160		Oberfeulen.	60
Dippach.	Dippach, corps de pompiers.	250	Schieren.	Schieren, la commune.	35
	Schouweiler-Sprinkange	200	Arsdorf.	Arsdorf.	85
Garnich.	Garnich, corps de pompiers.	115	Beckerich.	Beckerich, la commune.	55
Hobscheid.	Eischen.	80	Bettborn.	Bettborn, la commune.	100
Kehlen.	Kehlen.	60	Bigonville.	Bigonville, la commune	350
Mamer.	Holzern, corps de pompiers.	255	Folschette.	Rambrouch, corps de pomp.	80
	Mamer.	285	Grosbous	Grosbous, corps de pompiers.	130
	Mamer, corps de pompiers.	255	Perlé.	Perlé.	300
Steinfort.	Kleinbettingen.	95	Redange.	Ospem, corps de pompiers.	95
	Steinfort.	95	Useldange.	Useldange, corps de pomp.	25
Bettembourg.	Bettembourg, la commune.	480		Useldange, la commune.	400
	id. corps de pompiers.	115	Vichten.	Vichten, corps de pompiers.	90
Esch-sur-Alz.	Esch-sur-Alzette.	420	Boulaide.	Boulaide, la commune.	425
Frisange.	Frisange.	130	Esch-sur-Sûre.	Esch-s.-Sûre, corps de pomp.	150
Kayl.	Tetange.	105	Harlange.	Harlange, corps de pompiers.	110
Petange.	Rodange, corps de pompiers.	100	Heiderscheid.	Heiderscheid.	150
Rumelange.	Rumelange, corps de pomp.	185		Eschdorf.	95
	id. la commune.	400	Mecher.	Bavigne.	50
Schifflange.	Schifflange.	175		Bavigne, corps de pompiers.	15
Eich.	Eich, la commune.	155	Wilwerwiltz.	Enscherange, corps de pomp.	25
Hamm.	Hamm.	210	Bech	Bech.	450
Hollerich.	Cessingen.	200		Bech, corps de pompiers.	90
	Hollerich. [pompiers.	200	Berdorf.	Rippig, corps de pompiers.	20
	Kreutzgrundchen, corps de	300	Echternach.	Berdorf, corps de pompiers.	60
Niederanven.	Niederanven, la commune.	175	Rospoit.	Echternach, corps de pomp.	190
Schuttrange.	Schuttrange.	75		Girst.	60
Larochette.	Larochette, la commune.	200		Osweiler, corps de pompiers.	20
Lorentzweiler.	Lorentzweiler, corps de pomp.	85		Rospoit, corps de pompiers.	55
Tuntingen.	Hollenfels.	210		Steinheim, corps de pomp.	55
	Tuntingen.	420	Biwer.	Biwer, la section.	175
Asselborn.	Asselborn, corps de pompiers.	60	Flaxweiler.	Flaxweiler, corps de pomp.	60
Bœvange (Cl.)	Bœvange, corps de pompiers.	270		Gostingien, corps de pomp.	50
Clervaux.	Clervaux.	300		Niederdonven.	160

Grevenmacher.	Grevenmacher.	120	Stadbredimus.	Stadbredimus, corps de p.	115
Junglinster.	Junglinster.	140	Waldbredimus.	Trintange, corps de pomp.	75
Mertert.	Wasserbillig.	120		Trintange.	215
Mondorf-l.-B.	Mondorf-les-Bains, commune.	70	Wellenstein.	Bech-Kleinmacher.	85

B. — Subsidés accordés aux corps de pompiers à titre de primes d'encouragement.

COMMUNES.	CORPS DE POMPIERS.	SUBSIDES.	COMMUNES	CORPS DE POMPIERS.	SUBSIDES.
Luxembourg.	Ville-haute.	150	Leudelage.	Leudelage.	150
	Clausen.	120	Mondercange.	Mondercange.	100
	Grund.	120	Petange.	Petange.	10
	Pfaffenthal.	120		Rodange.	140
	Section d'incendie de la compagnie des volontaires.	400	Rumelage.	Rumelage.	180
Bascharage.	Bascharage.	105	Sanem.	Rumelage-usine.	90
	Hautcharage.	90	Schifflange.	Belvaux.	90
Clemency.	Clemency.	165	Contern.	Schifflange.	145
Dippach.	Bettange.	100	Eich.	Moutfort.	105
	Dippach.	100		Neudorf.	120
	Schouweiler.	100		Kirchberg.	90
Garnich.	Garnich.	130		Weimerskirch.	90
Hobscheid.	Eischen.	105		Eich (Muhlenbach).	90
	Hobscheid.	135	Hamm.	Eich-usine.	90
Kehlen.	Kehlen.	135		Hamm.	90
	Keispelt-Meiselt.	115		Pulfermühl.	90
	Nospelt.	115	Hesperange.	Schleifmühl.	90
	Olm.	100	Hollerich.	Itzig.	90
Kœrich.	Gœtzingen.	100		Bonnevoie.	120
	Kœrich.	15		Gasperich.	120
Mamer.	Cap.	130		Hollerich.	120
	Holzem.	130		Merl.	120
	Mamer.	135		Hollerich, Mercier & C ^{ie} .	90
Septfontaines.	Septfontaines.	110	Niederanven.	Kreutzgrundchen.	120
Steinfort.	Hagen.	100		Niederanven.	110
Bettembourg.	Bettembourg.	140		Niederanven (non affilié).	105
Differdange.	Differdange.	120		Oberanven.	35
	Differdange-usine.	75	Rollingergrund.	Senningen.	115
	Lasauvage.	90	Schuttrange.	Rollingergrund.	90
Dudelange.	Dudelange.	175		Munsbach.	100
Esch-sur-Alz.	Esch-sur-Alzette.	205	Steinsel.	Schuttrange.	110
Frisange.	Frisange.	105	Strassen.	Heisdorf.	100
Kayl.	Kayl.	130	Walferdange.	Strassen.	125
	Tétange.	155	Bissen.	Walferdange.	130
				Bissen.	170

Bœvange.	Bœvange-s.-A.	120	Gœsdorf.	Dahl.	120
	Brouch.	30		Gœsdorf.	115
Fischbach	Angelsberg.	95	Harlange.	Harlange.	165
	Schoos.	100	Heiderscheid.	Heiderscheid.	200
Larochette.	Larochette.	190		Eschdorf.	210
Lintgen.	Lintgen.	110		Merscheid.	105
Lorentzweiler.	Helmdange.	100	Mecher.	Bavigne.	145
	Lorentzweiler.	100	Oberwampach.	Derenbach.	130
Mersch.	Mœsdorf.	100	Wiltz.	Wiltz (ville haute).	200
	Mersch.	135		Wiltz (ville basse).	235
	Reckingen.	105	Wilwerwiltz.	Enscherange.	115
	Rollingen.	105	Putscheid.	Weiler.	115
Nommern.	Cruchten.	100	Vianden.	Vianden.	165
	Nommern.	105	Beaufort.	Beaufort.	90
Tüntingen.	Tüntingen.	190	Bech.	Bech.	145
Asselborn.	Asselborn.	125		Hemsthal-Zittig.	140
Bœvange (Cl.)	Bœvange.	135		Rippig.	120
Clervaux.	Clervaux.	165	Berdorf.	Berdorf.	140
	Weicherdange.	95	Consdorf.	Consdorf.	145
Consthum.	Consthum.	120	Echternach.	Echternach.	215
	Holzthum.	110	Mompach.	Born	115
Hosingen.	Hosingen.	160		Herborn.	115
Munshausen.	Marnach.	125		Mœrsdorf.	110
Bastendorf.	Bastendorf.	130	Rosport.	Girst.	110
Bettendorf.	Bettendorf.	130		Osweiler.	150
Diekirch.	Diekirch.	175		Rosport.	130
Ettelbruck.	Ettelbruck.	180		Steinheim.	135
Feulen.	Niederfeulen.	135	Waldbillig.	Waldbillig.	90
Hoscheid.	Hoscheid.	135	Betzdorf.	Mensdorf.	100
Medernach.	Medernach.	105	Biwer.	Biwer.	120
Mertzig.	Mertzig.	130	Flaxweiler.	Flaxweiler.	100
Schieren.	Schieren.	100		Gostingen.	100
Arsdorf.	Arsdorf.	180		Niederdonven.	90
Beckerich.	Schweich.	135		Oberdonven.	95
Bettborn.	Bettborn.	125	Grevenmacher.	Grevenmacher.	155
Ell.	Ell.	125	Junglinster.	Junglinster.	130
Folschette.	Rambrouch.	130	Manternach.	Berbourg.	110
Grosbous.	Grosbous.	180		Lellig.	90
Perlé.	Perlé.	175		Manternach.	120
Redange.	Redange.	160	Mertert.	Mertert.	110
	Ospern.	140		Wasserbillig.	135
Sœul.	Sœul.	145	Wormeldange.	Wormeldange.	160
Useldange.	Useldange.	130	Bous.	Bous.	130
Vichten.	Vichten.	100		Erpeldange.	115
Boulaide.	Surré.	160	Dalheim.	Dalheim.	110
Esch-s.-Sûre.	Esch s. Sûre	145		Filsdorf.	110

Lenningen.	Canach.	100	Remich.	Remich.	160
	Lenningen.	95	Stadbredimus	Greiveldange.	110
Mondorf-l.-B.	Mondorf-les-Bains.	150		Stadbredimus.	135
Remerschen.	Remerschen.	150	Waldbredimus.	Trintange.	100
	Schengen.	135	Wellenstein.	Bech-Kleinmacher.	155
	Wintrange.	155		Wellenstein.	160
A. — Total des subsides renseignés au tableau A					13 740
B. id. id. id. B					21 715
C. — 6 ^e versement pour l'alimentation d'une caisse de secours en cas d'accidents en faveur des sapeurs-pompiers					3 500
D. — Subvention en faveur de la caisse de secours en cas de décès des sapeurs-pompiers					1 000
E. — Instruction et inspection des corps:					
a) — Subside accordé à la Fédération des sapeurs-pompiers du Grand-Duché pour contribuer au paiement des frais de publication de son organe					300
b) — Service d'inspection					2 134
Total					fr. 42 389

Luxembourg, le 26 avril 1912.

Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.

Avis. — Assurance-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, la modification apportée à l'art. 11, 4^o et 6^o des statuts de la caisse de maladie de la maison *Villeroij & Boch* à Septfontaines, par l'assemblée générale du 26 mars 1912, a été approuvée.

Art. 11 ist abgeändert wie folgt:

Für die Erhebung der Beiträge werden die Mitglieder in sechs Klassen eingeteilt, welche nach einem durchschnittlichen Arbeitsverdienst gebildet sind, und zwar nach folgenden Sätzen:

	Tages- Verdienst.	Durchschnitts- Verdienst.	Tägliches Krankengeld.
1. Klasse	Fr 4,00 und darüber,	Fr. 5,00	Fr. 2,50
2. »	Fr. 3,00 4,00	» 3,50	» 1,75
3. »	» 2,00 3,00	» 2,50	» 1,25
4. » Frauen mit Tagesverdienst von	» 2,00 3,00	» 2,50	» 1,25
5. » Knaben unter 16 Jahren mit weniger als	» 1,50	» 1,50	» 0,75
6. » Mädchen unter 16 Jahren	» 1,00—2,00	» 1,50	» 0,75

Die Einteilung der Klassen findet durch den Vorstand alljährlich statt.

Die Beiträge zur Krankenkasse sind festgesetzt auf drei Prozent der vorstehenden Durchschnittssätze der Kassenmitglieder; hiervon haben letztere zwei und die Arbeitgeber ein Prozent zu tragen.

Luxembourg, le 13 avril 1912.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.

Luxemburg, den 13. April 1912.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Gj fchen.

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist die an Art. 11 4^o und 6^o des Statuts der Krankenkasse der Firma *Villeroij & Boch*, zu Rollingergrund, durch die Generalversammlung vom 26. März 1912 vorgenommene Änderung, genehmigt worden:

Avis. — Indigénat.

Par arrêté grand-ducal en date du 14 juin 1911, M. Michel Weber, aumônier à Ansembourg, né à Itzig, le 9 mai 1854, a été autorisé à rentrer dans le Grand-Duché, et le 19 avril 1912 il a fait, devant le bourgmestre de la commune de Tuntange, la déclaration prévue par l'art. 18 du Code civil. En conséquence M. Weber a recouvré la qualité de Luxembourgeois.

Luxembourg, le 23 avril 1912.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Association syndicale.

Par arrêtés du soussigné en date de ce jour, les associations syndicales pour l'établissement de chemins d'exploitation: 1° à Arsdorf-Koetschette, aux lieux dits «Bleischbidgen», «Rambroucher Kohn» et 2° à Hosingen, au lieu dit «Houschterbach», ont été autorisées.

Ces arrêtés ainsi qu'un double des actes d'association sont déposés au Gouvernement et aux secrétariats communaux de Arsdorf et de Hosingen.

Luxembourg le 22 avril 1912.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
EYSCHEN.*

Avis. — Règlement communal.

Dans sa séance du 20 février 1912 le conseil communal de Clervaux a édicté un règlement de police concernant la fixation, aux bâtiments de la localité de Clervaux, de rosaces avec accessoires destinés à porter les fils de la conduite électrique. — Le dit règlement a été dûment publié.

Luxembourg, le 22 avril 1912.

*Le Directeur général de l'intérieur,
BRAUN.*

Bekanntmachung. — Staatsangehörigkeit.

Durch Großh. Beschluß vom 14. Juni 1911 ist Hr. Michel Weber, Aumônier zu Ansemburg, geboren zu Itzig am 9. Mai 1854, zur Rückkehr ins Großherzogtum ermächtigt worden und hat derselbe am 19. April 1912 vor dem Bürgermeister der Gemeinde Tuntange die durch Art. 18 des Zivilgesetzbuches vorgesehene Erklärung abgegeben. Demnach hat Hr. Weber die Eigenschaft als Luxemburger wiederverlangt.

Luxemburg, den 23. April 1912.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Syndikatsgenossenschaft.

Durch Beschlüsse des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind die Syndikatsgenossenschaften für Anlage von Feldwegen 1° zu Arsdorf-Koetschette, Orte genannt „Bleischbidgen“ und „Rambroucher Kohn“, und 2° zu Hosingen, Ort genannt „Houschterbach“, ermächtigt worden.

Diese Beschlüsse sowie ein Duplikat der Genossenschaftsakten sind auf der Regierung und den Gemeindefekretariaten von Arsdorf und Hosingen hinterlegt.

Luxemburg, den 22. April 1912.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Eyschen.*

Bekanntmachung. — Gemeindeglement.

In seiner Sitzung vom 20. Februar 1912 hat der Gemeinderat von Clervaux ein Polizeireglement über die Anbringung an den Gebäuden der Ortschaft Clervaux von Wandrossetten und Abspannhaken zur Befestigung der elektrischen Stromleitungen erlassen. — Besagtes Règlement ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxemburg, den 22. April 1912.

*Der General-Direktor des Innern,
Braun.*